

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRENOBLE ALPES METROPOLE

Site de compostage de Murianette

le Mas de l'île

38420 MURIANETTE

Références : 2024 - Is107-D3S

Code AIOT : 0006103029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement GRENOBLE ALPES METROPOLE Centre de compostage implanté Le Mas de l'île 38420 Murianette. L'inspection a été annoncée le 03/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Cette inspection a pour objectif de vérifier la mise en œuvre des campagnes d'analyse des PFAS dans les rejets aqueux du site, l'autosurveillance des rejets air et eaux ainsi que la conformité aux meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF relatif au traitement des déchets. Un point a également été fait sur les prélèvements et la consommation d'eau.

La dernière inspection du site a été réalisée le 8 février 2021. Les suites données à cette inspection ont fait l'objet d'échanges avec l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRENOBLE ALPES METROPOLE
- Centre de compostage Le Mas de l'Ile 38420 Murianette
- Code AIOT : 0006103029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Grenoble Alpes Métropole est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 14/04/1993 modifié par arrêté du 01/02/1996 à exploiter une plateforme de compostage de déchets alimentaires et de déchets verts située « Le Mas de l'île » sur la commune de Murianette.

Les installations dédiées au compostage couvrent une superficie de 10 750 m² ; elles accueillent les biodéchets et les déchets verts en provenance de l'agglomération.

Le site fonctionne du lundi au vendredi de 6h à 20h. La réception des camions débute entre 7h30 et 8h.

9 personnes sont employées sur le site.

Le site est autorisé à traiter 165 tonnes de déchets par jour (donné acte du 02/10/2012). Il relève de la réglementation IED relative aux émissions industrielles.

En complément des prescriptions préfectorales précitées, l'activité de compostage est également réglementée par :

- arrêté ministériel du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

A noter qu'un projet de construction d'une unité de méthanisation et de rénovation d'une partie des installations existantes est en cours d'étude avec un objectif de mise en service au second semestre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 PFAS
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur la réception de plaintes formulées par des riverains sur des nuisances liées à la plate-forme de compostage.

L'exploitant déclare que les installations ont récemment fait l'objet de plaintes pour prolifération de mouches (week-end du 18-19 mai 2024).

L'exploitant confirme la présence importante de mouches sur l'ensemble des installations.

Pour remédier aux nuisances subies, une société de désinsectisation est intervenue la veille de la visite d'inspection. Des pièges à mouches ont également été installés à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments.

Le volet de la porte du hall de réception des entrants a été endommagé il y a quelque temps, ce qui favorise la dispersion des mouches vers l'extérieur.

Le bon de commande pour réparer le volet a été validé. La réparation est prévue sous 3 semaines.

Pendant l'été 2023, quelques plaintes sur les odeurs ont également été enregistrées suite à un dysfonctionnement de la tour de lavage des effluents atmosphériques. Une intervention a permis de remettre en service la tour de lavage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Situation administrative	Lettre du 12/10/2012, article /	Demande d'action corrective	4 mois
4	Contrôle des lixiviats (ou jus de silos)-suites d'inspection du 08/02/2021	Autre du 01/01/2022, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Surveillance rejets eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V. de l'annexe 3.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 29	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
6	Gestion des odeurs (suites d'inspection du 08/02/2021)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue du contrôle, il est principalement constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED en ce qui concerne l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques. L'inspection estime que l'exploitant doit mettre les moyens nécessaires pour garantir une maîtrise des principaux enjeux de son activité de compostage des déchets (émissions dans l'air et dans l'eau) dans la mesure où il décide de rester dans le champ d'application de la directive IED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant déclare : <ul style="list-style-type: none">• ne pas avoir les moyens pour rechercher les substances PFAS utilisées sur son site,• utiliser très peu de produits chimiques pour ses activités,• attendre les résultats de la première campagne d'analyses PFAS pour investiguer le cas échéant sur la présence de PFAS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'inspection ne relève pas à ce stade de non-conformités ; ceci étant la recherche des PFAS présents sur le site doit être réalisée par la consultation des fiches de données de sécurité, l'interrogation des fournisseurs de produits ou d'équipements, la recherche de PFAS produits par dégradation...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

La première campagne d'analyse des PFAS devait être réalisée avant le 27 mars 2024.

Le jour de l'inspection, il est pris note qu'aucune campagne de mesures n'a été réalisée ; l'exploitant prévoit d'engager avec leur prestataire et avant la fin de l'été 2024 la première campagne.

L'exploitant a transmis le devis pour la mesure des PFAS ; les 3 campagnes sont programmées pour le 18-19 juillet, 26-27 août et 9-10 septembre.

Les campagnes d'analyse vont porter sur les rejets de la tour de lavage collectés dans le réseau d'eaux usées pour traitement sur Aquapole.

Les eaux pluviales ne ruissellent pas sur les aires de chargement, déchargement et de stockage des déchets ; elles ne sont pas concernées par l'obligation d'analyses des PFAS.

Le devis ne formalise pas contrairement au bon de commande l'engagement de réalisation des mesures PFAS, aussi une demande d'actions correctives est formulée.

Ultérieurement à l'inspection, il est indiqué à l'exploitant que la présence de PFAS doit aussi être recherchée sur les jus de silos collectés puis envoyés par camions vers Aquapole (10 à 20 fois par an) conformément à la note d'application du 20 février 2024 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Dans la mesure où ces jus de silos sont considérés comme des effluents résiduels et qu'ils sont acceptés en tant que tels par la STEP urbaine selon les critères définis dans la convention de prise en charge de ces jus établie par GAM, l'inspection considère que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 est applicable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Proposition de suites n°1 :**

L'exploitant fait réaliser sous 2 mois la première campagne des trois campagnes d'analyses mensuelles consécutives des PFAS sur les rejets de la tour de lavage et les jus de silos. Les résultats de ces campagnes sont transmis sous GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 12/10/2012, article /

Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités

Prescription contrôlée :

Courrier de donner acte du préfet du 12/10/2012

Activité principale classée sous la rubrique 2780-2a : 165 t/j de déchets traités

Tableau des activités présentés dans le dossier de ré-examen de l'autorisation d'exploiter transmis le 04/10/2019.

Tableau 1 : Classement ICPE du site

Rubrique ICPE		Situation du site	Régime ICPE
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique, - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération, - traitement du laitier et des cendres, - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. <p>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.</p>	<p>Unité de compostage des ordures ménagères</p> <p>165 tonnes par jour</p>	Autorisation
2780-2.a	<p>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.</p> <p>2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de boues de station d'épuration des eaux de papeteries, de boues de station d'épuration des eaux d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 :</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j (A)</p>	<p>Unité de compostage des ordures ménagères</p> <p>165 tonnes par jour</p>	Autorisation
2260-2	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx ou 3642.</p> <p>2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 MW (E)</p> <p>b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW (DC)</p>	<p>Puissance installée des installations de broyage et criblage < 1 MW</p>	NC
4734-1	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A),</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E),</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC).</p>	<p>1 cuve enterrée de GNR de 10 m³ soit environ 8,5 t</p>	NC

Source : www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr**Constats :**

Un point est fait en inspection sur le volume journalier de déchets traités sur la plate-forme de compostage.

Depuis 2020 et l'arrêt de la réception de la fraction fermentescible des déchets ménagers (FFOM) issue du centre de tri Athanor, le tonnage de déchets traité quotidiennement a nettement baissé.

Le jour de l'inspection, l'exploitant estime à 30 t/j de déchets traités sur le site (7 t/j de déchets verts + 2 t/j de DALIM déchets alimentaires).

<p>L'exploitant déclare que le tonnage de déchets traités devrait augmenter dans les années à venir compte tenu des actions de communication conduites par la métropole pour inciter les usagers au tri des déchets alimentaires.</p> <p>Ceci-étant, le tonnage traité serait inférieur à 75 t/j, seuil d'autorisation de la rubrique 3532 et 2780-2.</p> <p>Ultérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé son intention que le site de Murianette reste classé sous le régime de l'autorisation et de la directive IED.</p> <p>L'inspection considère que le volume maximal autorisé par le préfet dans son courrier de donner acte du 12/10/2012 est nettement surdimensionné au vu de l'activité réelle du site et de l'évolution des tonnages de déchets réceptionnés depuis 4 ans. Il convient d'ajuster la capacité maximale autorisée à un volume plus réaliste.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition de suites n°2 :</u></p> <p>Dans le cadre du projet de construction d'une unité de méthanisation sur le site de Murianette, l'exploitant doit ajuster la capacité maximale autorisée de déchets traités par jour sur la plateforme de Murianette à un volume réaliste à partir des tonnages traités depuis 4 ans et des tonnages projetés. Le délai de mise en conformité est de 4 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Contrôle des lixiviats (ou jus de silos)-suites d'inspection du 08/02/2021

<p>Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Convention de prise en charge des lixiviats sur la STEP urbaine Aquapole</p> <p><u>Article 5 – CONTRÔLES DES LIXIVIATS</u></p> <p><u>5.1 – CONTRÔLES EFFECTUÉS PAR L'ÉTABLISSEMENT</u></p> <p>L'ÉTABLISSEMENT s'engage à fournir à la MÉTROPOLE, a minima une fois par an, un double des résultats d'analyses sur les lixiviats bruts qu'elle transmet à l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au titre du suivi des rejets. Sans transmission au 28 février de l'année N-1, la MÉTROPOLE pourra interdire l'éccès à Aquapole tant que les données ne sont pas reçues.</p>

ANNEXE 1 : Valeurs limites à respecter en micro-polluants minéraux et organiques.

Les sous-produits déversés doivent respecter les valeurs limites de concentration suivantes :

1. Indice phénols :	0,3 mg/l
2. Cyanures :	0,1 mg/l
3. Chrome hexavalent et composés (en Cr) :	0,1 mg/l
4. Plomb et composés (en Pb) :	0,5 mg/l
5. Cuivre et composés (en Cu) :	0,5 mg/l
6. Chrome et composés (en Cr) :	0,5 mg/l
7. Nickel et composés (en Ni) :	0,5 mg/l
8. Zinc et composés (en Zn) :	2 mg/l
9. Manganèse et composés (en Mn) :	1 mg/l
10. Etain et composés (en Sn) :	2 mg/l
11. Fer, aluminium et composés (en Fe + Al) :	5 mg/l
12. Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) :	1 mg/l
13. Hydrocarbures totaux :	10 mg/l
14. Fluor et composés (en F) :	15 mg/l
15. Substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (soit en sortie de l'atelier, soit au rejet final, en flux et concentrations cumulés)	

a) Substances très toxiques pour l'environnement aquatique :

valeur limite mensuelle < 0,05mg/l.

Substances listées en annexes V.a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 30 juin 2005 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

b) Substances toxiques ou néfastes à long terme pour l'environnement aquatique :

valeur limite mensuelle < 1,5 mg/l.

Substances listées en annexes V.b de l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 30 juin 2005 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

c) Substances nocives pour l'environnement :

valeur limite mensuelle < 4 mg/l.

Substances listées en annexes V.c.1 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 30 juin 2005 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

d) Substances susceptibles d'avoir des effets néfastes pour l'environnement :

Les valeurs limites de rejet sont fixées par arrêté préfectoral d'autorisation.

Substances listées en annexes V.c.2 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié par l'arrêté du 30 juin 2005 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Les valeurs limites indiquées au 15 sont des valeurs limites mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser 2 fois les valeurs limites mensuelles pour les substances listées en a et b et 1,5 fois les valeurs limites mensuelles pour les substances listées en c et d.

Constats :

Par le passé, l'inspection avait constaté que les jus de silos présentaient des teneurs en métaux importantes (teneurs en zinc, en nickel, en chrome, en arsenic et en cuivre), non conformes à la convention de prise en charge signée par la STEP Aquapole.

L'exploitant présente les résultats depuis 2022 des analyses trimestrielles des jus de silos après prélèvement d'un échantillon sur la cuve de stockage de 50 m3.

L'inspection note que :

- la valeur limite en concentration en zinc de la convention est régulièrement dépassée (6 dépassements (dont 4 dépassements 2xVL) sur 9 analyses),
- la valeur limite en concentration en chrome de la convention est systématiquement dépassée sur les 4 dernières analyses trimestrielles,
- la valeur limite en concentration en chrome de la convention est systématiquement dépassée sur les 4 dernières analyses trimestrielles,
- la valeur limite en concentration en arsenic de la convention est respectée depuis septembre 2023.

Un bullage a été mis en service en mai 2023 sur la cuve afin d'améliorer la dégradation des polluants avant transfert à la STEP ; même si des dépassements de la valeur limite en zinc sont toujours constatés, les concentrations sont désormais plus faibles (concentration maximale relevée en septembre 2023 égale à 4450 µg/l).

L'exploitant déclare que dans le cadre du projet de construction de l'unité de méthanisation, le traitement des lixiviats va également être amélioré.

L'inspection constate que certains paramètres de la convention ne sont pas analysés par l'exploitant : cyanure, chrome VI, manganèse, étain, Fer + aluminium, AOX, Fluor.

A noter que la convention de 2022 prévoit également des analyses sur les substances listées à l'annexe V.a, (substances très toxiques pour l'environnement aquatique) V.b (substances toxiques ou néfastes à long terme pour l'environnement aquatique), V.c.1 (substances nocives pour l'environnement), V.c.2 (substances susceptibles d'avoir des effets néfastes pour l'environnement) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, or l'annexe V est abrogée depuis 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°3 :

L'exploitant procède sous 1 mois à l'analyse des polluants sur les jus de silos non réalisée à ce jour conformément à la convention en vigueur de prise en charge d'Aquapole.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets eau

Prescription contrôlée :

X de l'annexe 3.1

X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration

collective, les rejets d'eaux résiduares respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

V. de l'annexe 3.3

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduares respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Traitement	Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2)
Traitement biologique des déchets y compris traitement mécano-	Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (8)	Mensuelle (3)
	Phosphore total (P total)	2 mg/L (8)	Mensuelle (3)

biologique			
Traitement mécano-biologique des déchets	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	Mensuelle (7)
	Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	Mensuelle (7)

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de [l'article R. 515-65 \(III\)](#) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) Les valeurs limites et la surveillance ne sont applicables que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de [l'annexe 2](#).

(5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C).

(6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées en chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).

(7) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(8) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à [l'article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

L'arrêté préfectoral du 14/04/1993 définit les VLE suivantes pour les rejets aqueux du site.

Tableau 6 : Valeurs limites d'émissions des effluents issus de la plateforme de compostage (arrêté préfectoral du 14/04/1993)

Paramètres	Valeurs limites d'émissions (*)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Température	< 30°C
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l (norme NFT 90 202) et < 20 mg/l (norme NFT 90 203)

Cet arrêté n'indique pas de fréquence de contrôle de la qualité des eaux rejetées.

Constats :

L'arrêté préfectoral du 14/04/1993 ne prévoit pas de fréquence de contrôle sur les effluents aqueux.

Dans le cadre de l'action RSDE et conformément à l'arrêté préfectoral du 25 mars 2011, la GAM a réalisé plusieurs campagnes de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le

milieu aquatique .

La surveillance en vigueur des rejets aqueux (tour de lavage et jus de silos) s'appuie sur ce référentiel.

Suite à cette action, la GAM a proposé que la surveillance pérenne trimestrielle porte sur les substances dangereuses suivantes ; cette proposition a été entérinée par l'inspection par courrier du 18/09/2012 :

- famille des nonylphénols
- métaux : Mercure et ses composés, Arsenic et ses composés, Cadmium et ses composés, Chrome et ses composés, Cuivre et ses composés, Nickel et ses composés, Plomb et ses composés, Zinc et ses composés

La convention d'Aquapole reprend pour partie ces substances.

A ce jour, les alkylphénols suivants devraient faire l'objet d'analyses trimestrielles sur les jus de silos : 4-n nonylphénol, 4-nonylphénol ramifiés, Nonylphénols, 4-n octylphénol, 4-tert octylphénol, Octylphénols, NPE01, NPE02, OPE01, OPE02.

Depuis 2021 les substances suivantes ne sont plus surveillées sans accord de l'inspection : 4-n octylphénol, 4-tert octylphénol, Octylphénols, OPE01, OPE02. Certains octylphénols ont pourtant été mesurés en 2019 et 2020.

L'inspection considère que l'arrêt de la surveillance des composés de la famille des octylphénols n'est pas recevable ; l'exploitant doit à nouveau réaliser des campagnes de mesures sur ces paramètres dans les jus de silos.

Les métaux suivants sont également analysés trimestriellement : Mercure et ses composés, Arsenic et ses composés, Cadmium et ses composés, Chrome et ses composés, Cuivre et ses composés, Nickel et ses composés, Plomb et ses composés, Zinc et ses composés.

A noter que les analyses des rejets de la tour de lavage ne portent que sur le zinc.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED est pleinement applicable à la plate-forme de compostage de Murianette.

Le rapport de réexamen de l'autorisation d'exploiter au regard du BREF Waste Treatment a été transmis le 04/10/2019 par GAM.

Ce rapport n'a pour l'instant pas été examiné par l'inspection ; ceci-étant, les techniques et objectifs du BREF WT ont été transposées dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

L'inspection constate que la surveillance des effluents aqueux de la plate-forme de compostage n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (X de l'annexe 3.1 et V. de l'annexe 3.3) ; il est notamment relevé que :

- la fréquence de surveillance mensuelle des rejets en MES, DCO/ COT n'est pas respectée pour les jus de silos et les rejets de la tour de lavage,
- aucune analyse en POA/PFOS n'est réalisée sur les 2 rejets,
- aucune analyse en azote, en phosphore et en mercure ne sont réalisées sur les deux rejets,
- la fréquence de surveillance mensuelle des rejets en Mercure, Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc n'est pas respectée pour les jus de silos ; la surveillance de ces métaux n'est pas mise en oeuvre sur les rejets de la tour de lavage.

L'arrêté ministériel prévoit des aménagements au programme de surveillance des rejets aqueux ; il convient à l'exploiter de justifier le cas échéant ses demandes d'aménagement.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas sollicité de dérogations aux exigences ministérielles.

A noter que les valeurs limites de prise en charge des jus de silos figurant dans la convention d'Aquapole sont supérieures aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

L'exploitant n'a jamais déclaré sous GIDAF les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux (à l'exception du mois de septembre 2020) alors que les cadres de surveillance ont été établis à partir du référentiel RSDE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°4 :

L'exploitant met en place sous 3 mois un programme de surveillance de l'ensemble de ses rejets aqueux conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 et réalise sous 6 mois les premières analyses.

Concernant les substances suivies dans le cadre de l'action RSDE (4-n nonylphénol, 4-nonylphénol ramifiés, Nonylphénols, NPE01, NPE02) l'exploitant justifie, le cas échéant, sous 3 mois l'abandon des substances au regard des résultats des analyses réalisées depuis 2019 et de l'action RSDE STEU d'Aquapole.

L'arrêt de la surveillance des octylphénols suivis également dans le cadre de l'action RSDE n'a pas été autorisée par l'inspection ; l'exploitant doit, sous 3 mois, remettre en place cette surveillance trimestrielle.

L'exploitant procède sous 1 mois à la déclaration des résultats d'analyse des rejets aqueux sous GIDAF à partir du 01/01/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion des odeurs (suites d'inspection du 08/02/2021)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs

Prescription contrôlée :

III. - Gestion des odeurs

L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :

- a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;
- b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;

c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.

Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Constats :

Dans le cadre des suites d'inspection du 08/02/2021, l'inspection a vérifié la mise en place d'un protocole des mesures pour gérer les problèmes d'odeurs signalés.

L'exploitant a mis en place en 2021 un observatoire des odeurs. Au départ, une quarantaine de panélistes participaient. A ce jour, il ne reste plus que deux à trois panélistes actifs. Une réunion d'information pour présenter le bilan 2023 était programmée en octobre 2023 ; cette réunion a été annulée en raison du faible nombre de potentiels participants. L'exploitant déclare avoir mis en pause temporairement l'observatoire des odeurs compte tenu des prochains travaux de construction de l'unité de méthanisation et du faible intérêt manifesté par les riverains. L'observatoire des odeurs sera réactivé à l'issue des travaux.

A ce jour, l'impact olfactif de la plateforme de compostage est faible : peu de signalements d'odeurs et gêne modérée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V. de l'annexe 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air

Prescription contrôlée :

V. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	H ₂ S (1)	/	semestrielle
	NH ₃ (1)	20	semestrielle

		mg/Nm ³ (3)	
	Concentration d'odeurs (2)	500 uoE/Nm ³ (3)	semestrielle
Traitement mécano-biologique des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³	semestrielle
	COVT	40 mg/Nm ³	semestrielle

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.

(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH₃ et de H₂S.

(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH₃, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

Constats :

L'exploitant ne procède à aucune surveillance des rejets atmosphériques en sortie du biofiltre.

La biomasse contenue dans les deux biofiltres (2x350 m² sur une hauteur de 2 m) a été changée en 2018. Le prochain renouvellement de la biomasse est planifié en 2026.

La visite terrain a permis de constater a priori le surdimensionnement des deux biofiltres.

Quant à la tour de lavage à l'acide sulfurique implantée en amont des biofiltres, un audit de fonctionnement a été réalisé en 2023.

L'exploitant a présenté la procédure de maintenance de la tour de lavage datée du 26/10/2017.

Aucune procédure de maintenance n'est établie pour les biofiltres contrairement au point I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°5 :

L'exploitant met en place sous 3 mois une surveillance des émissions atmosphériques en sortie de biofiltre conformément aux dispositions du point V. de l'annexe 3.3 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. Une procédure de maintenance du biofiltre est également mise en place dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de cinq ans.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni

<p>d'un dispositif évitant tout retour d'eau de l'installation exploitée vers la nappe ou le réseau public. Ce dispositif est contrôlé au moins une fois par an.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les quantités annuelles d'eau prélevées dans la nappe et dans le réseau AEP. Ces valeurs sont également renseignées sous GEREP.</p> <p>2023 : 4070 m³</p> <p>2022 : 3513 m³</p> <p>2021 : 6535 m³</p> <p>2020 : 5196 m³</p> <p>L'exploitant ne distingue pas sous GEREP les prélèvements dans la nappe de la consommation à partir du réseau AEP. Ce point doit être corrigé. La déclaration GEREP doit également être complétée par le code SANDRE de la masse d'eau souterraine dans laquelle GAM prélève.</p> <p>Les modalités de raccordement à la nappe et au réseau AEP n'ont pas été contrôlées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition de suites n°5 :</u></p> <p>Dans GEREP, l'exploitant doit déclarer les prélèvements d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau public. Les caractéristiques du milieu de prélèvement doivent figurer. Le délai de mise en conformité est de 6 mois (prochaine déclaration GEREP).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>